

HÉLÈNE CARRÈRE D'ENCAUSSE

*La décomposition
de l'Empire soviétique*

L'évolution récente de l'URSS — un Empire qui explose et dont les convulsions et les confrontations sanglantes contribuent à dégrader l'économie et les projets politiques — combine des tendances contradictoires que l'observation superficielle ne permet pas de comprendre. Décolonisation difficile, montée des nationalismes, nationalisme contre démocratisation, autant de jugements dont aucun ne rend compte de l'extraordinaire complexité des développements présents dans l'espace soviétique. Tout, il est vrai, conduit à la décomposition de l'Empire nommé *Union des Républiques socialistes soviétiques* ; mais cette décomposition recouvre des mouvements et des aspirations que l'on ne peut en aucun cas inscrire dans une catégorie définie, ou un processus uniforme. Plutôt que de décrire les étapes et les traits communs de cette décomposition, déjà largement analysés ailleurs¹, on portera ici l'attention sur la disparition du *peuple soviétique* (*sovetskii narod*) et donc du mode de légitimation de l'Empire, et l'on tentera de classer les nationalismes qui émergent dans l'URSS d'aujourd'hui en fonction de leur contenu social et politique.

Pendant plus de six décennies, la doctrine officielle de l'URSS relayée par toute la classe intellectuelle, a été que l'URSS n'était pas un Empire mais un *Etat de type nouveau* où, aux relations traditionnelles entre nations, a succédé un sentiment communautaire dont

1. Cf. S. Bialer, *Politics, society and nationality in Gorbachev's Russia*. Westview Press, 1989 ; H. Carrère d'Encausse, *L'Empire éclaté*. Paris, 1978 ; H. Carrère d'Encausse, *La gloire des Nations*, Paris, 1990 ; R. Conquest, *The Last Empire*. Stanford, 1986.

le vecteur était une *communauté historique nouvelle, le peuple soviétique*. Le projet des révolutionnaires de donner naissance dans un contexte sociopolitique nouveau à l'homme du socialisme s'est étendu à la dimension nationale, pour affirmer que l'homme nouveau était *l'homo sovieticus*, partie intégrante d'un peuple nouveau : *le peuple soviétique*. Ce concept qui évacue le fait national a été largement développé par Khrouchtchev et surtout par Brejnev qui en a fait la pierre angulaire de la construction idéologique et institutionnelle dont la Constitution de 1977 est l'expression achevée. En 1977, *l'Etat soviétique fédéral uni* est l'Etat de ce peuple nouveau qui consacre le déclin des solidarités et aspirations nationales. Le fédéralisme soviétique tire sa légitimité de cette réalité sociale nouvelle. Le peuple soviétique n'est pas seulement un concept ; sa réalité s'inscrit 1) dans l'usage d'une langue commune, le russe (*deuxième langue maternelle* dit Khrouchtchev, deuxième langue de chaque Soviétique selon Brejnev) ; 2) dans l'unification et l'homogénéisation intellectuelle par l'éducation commune ; 3) dans la mobilité des hommes à travers l'espace soviétique, en raison des emplois disponibles et des chances désormais égales d'accès à tous les emplois de citoyens également éduqués et disposant d'une même langue ; 4) dans la culture politique commune — combinant les valeurs du marxisme-léninisme et la certitude d'appartenance à un système sociopolitique assurant à tous le bien-être et la sécurité, grâce à une réussite exemplaire (à l'inverse du capitalisme) ; 5) enfin dans le *patriotisme soviétique*.

Le peuple soviétique a bénéficié dans son développement d'instruments privilégiés, et tout d'abord de *l'armée*, creuset réel de ce peuple neuf. L'armée est en effet la seule institution qui s'impose à tous les citoyens soviétiques, sans exception. Service militaire, préparation militaire des adolescents, défense civile, éducation patriotique dans les écoles où les vétérans viennent porter témoignage d'un projet patriotique commun. Cette armée qui combine éducation marxiste et valeurs du patriotisme est de surcroît le lieu privilégié d'apprentissage ou de perfectionnement de la langue russe, puisqu'elle est aussi la seule institution où le multilinguisme propre à l'URSS n'existe pas. Les symboles de solidarité du peuple soviétique, *hymne, drapeau* comme l'Armée d'ailleurs et le devoir patriotique, ont reçu une place importante dans la Constitution soviétique de 1977.

Pourtant, au moment même où les responsables de l'URSS mettent si fortement l'accent sur le peuple soviétique et sur les traits qui le définissent, les peuples de l'URSS commencent à mettre en cause le concept et ses éléments constitutifs. Trois traits du peuple sovié-

tique polarisent les premiers efforts de résistance nationale : la langue russe, l'armée, le brassage des hommes par la mobilité des emplois. Au Caucase, Géorgiens et Arméniens, les premiers surtout, multiplient tout au long des années 70 les cris d'alarme. Ils dénoncent une invasion insidieuse du russe par la voie d'un système éducatif qui, lorsqu'il est russophone, ouvre l'accès aux postes de commandement, lorsqu'il est dominé par la langue nationale exclut toute chance d'exercer des fonctions d'autorité. La Constitution de 1977 déplace le combat de la protestation pure et simple vers une réflexion juridique et la mobilisation de masse. En Géorgie, puis dans les deux autres républiques du Caucase, des manifestations de masse — phénomène inconnu dans l'URSS prégorbatchévienne, et qui sont les signes avant-coureurs des ébranlements présents — contraignent le pouvoir central à une concession non négligeable. On inscrira dans les constitutions du Caucase que la langue du peuple titulaire de la République sera la langue officielle. En Ukraine, Ivan Dziuba, le chef de file d'une réflexion nationale naissante, lie explicitement dès le début des années 70, le problème de l'armée et de la russification linguistique, posant par là même avec près de deux décennies d'avance, le problème si explosif auquel Gorbatchev est confronté : armée soviétique ? ou armées nationales ?

Dans les Etats baltes, la réflexion des intellectuels s'articule autour d'un thème tout différent, celui de l'invasion humaine — l'immigration russe — qui tend à noyer les Baltes dans une masse russe, à imposer l'usage du russe au nom de l'extension du groupe étranger à la République, à déposséder progressivement les Baltes du contrôle de leur République en confiant aux nouveaux venus les emplois de responsabilité ou les mieux rémunérés.

La coïncidence entre ces protestations nationales à la périphérie et le développement au centre d'une thématique du peuple soviétique ne doit pas conduire pour autant à lier les deux. Ce serait ignorer que le réveil national fait son apparition dès 1956, dès que la révolution de Khrouchtchev — le rapport secret a ouvert la boîte de Pandore des brutalités staliniennes à l'égard des nations — incite les élites nationales à poser le problème de la nature réelle de l'Etat soviétique : Etat internationaliste ? ou Etat oppressif ? Les revues théoriques soviétiques s'ouvrent alors à des débats, encore timides certes, où est mise en cause l'appréciation, toujours négative jusqu'alors, du sentiment national ; et un début de réévaluation des histoires des diverses nations s'engage. Des manifestations nationales, de moindre ampleur que dans les années 70 certes, secoueront alors la Géorgie et l'Arménie, et en 1957 le Parlement d'Azerbaïdjan, pour-

tant guère représentatif, prétendra interdire l'usage du russe sur le territoire de la République. Khrouchtchev saura dès 1959 — XXI^e Congrès du Parti — imposer silence à ces manifestations balbutiantes de la différence nationale, comme il a su dès novembre 1956 imposer silence à la Hongrie et à la Pologne. Mais l'agitation nationaliste de la périphérie entre 1956 et 1959 est un premier signe de tension entre centre et périphérie. Quand Brejnev proclame en 1977 que ces tensions n'existent plus, que le peuple soviétique a atteint la maturité, l'intelligentsia du Caucase, des Etats baltes, voire d'Ukraine manifeste son désaccord. Ce qui cependant semble conforter Brejnev en ces années de stabilité que l'on qualifiera plus tard de *stagnation*, c'est que les porte-parole du nationalisme sont essentiellement des intellectuels. Exception faite des manifestations de Tbilissi et Erevan, la société dans son ensemble paraît peu encline à se mêler au débat. Et les élites politiques locales fournissent à Brejnev un sur-appui en renchérissant sur ses illusions. C'est le temps où Edouard Chevardnadze, premier secrétaire du PC de Géorgie affirme imperturbable que « le soleil vient de Moscou », et où l'Uzbek Rachidov truque les statistiques linguistiques pour démontrer que miraculeusement toute la population de sa République, nourrissons compris, a acquis la maîtrise parfaite de la langue russe.

A la veille de l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir, l'état des rapports nationaux en URSS est dans l'ensemble réconfortant pour les thèses centrales. L'observateur superficiel est fondé à penser que le peuple soviétique existe, même si des résistances se maintiennent ou apparaissent, soit dans certains groupes — intellectuels du Caucase ou des Etats baltes — soit localement. La résistance à l'avancée du peuple soviétique revêt alors la forme la plus poussée dans les régions musulmanes de l'URSS, où elle s'exprime par l'éloignement et l'indifférence envers le concept de peuple soviétique, plus que par une hostilité déclarée. En Asie centrale, au Caucase, le développement perceptible, mesurable même (et des sociologues commencent alors en URSS à analyser ce phénomène) d'une conscience proprement *musulmane*, se traduisant dans les comportements et pratiques sociales atteste que le *peuple soviétique* est loin d'avoir atteint cette partie de l'URSS. Les solidarités qui commencent à s'y exprimer envers les Afghans à qui le *peuple soviétique* fait la guerre, une curiosité intense pour le mouvement de réforme qui secoue l'Iran, contribuent à installer dans les sociétés de cette périphérie un profond sentiment d'appartenance à une communauté islamique globale, totalement étrangère à l'URSS. Mais, s'agissant d'une périphérie moins développée intellectuellement, moins urbanisée et industrialisée que le

reste du pays, le pouvoir soviétique peut se réfugier, et il le fera, dans la certitude réconfortante, que le niveau moindre de développement est cause d'une conscience collective différenciée que l'on qualifie volontiers de *survivance*.

Cette analyse très répandue en URSS au début des années 80 explique, sans doute, qu'arrivant au pouvoir, Gorbatchev non seulement reprend à son compte les certitudes de Brejnev sur l'état de transformation de la société multi-ethnique soviétique, mais en fait un élément décisif de son projet de *redéploiement de l'URSS* dans un premier temps, jusqu'en 1987, puis de *réforme*. Faisant l'Etat de l'Union au XXVII^e Congrès (1986) et dans ses analyses postérieures de l'héritage qu'il lui incombe de gérer, Gorbatchev relève comme élément positif sur lequel toute reconstruction doit s'appuyer, la réussite nationale dont le *peuple soviétique* est l'expression visible. Il va plus loin que Brejnev en soulignant qu'il s'agit d'un peuple unifié (*edinyi sovetskii narod*).

La conception avancée par Gorbatchev en 1986, et nombre de ses décisions la confirment, est particulièrement intéressante pour l'avenir. Pour Gorbatchev, le peuple soviétique s'articule autour du *pivot russe*. Autant ses prédécesseurs poststaliniens ont été attentifs à ne pas provoquer de sursauts périphériques en donnant explicitement une place centrale à la Russie, autant Gorbatchev ignore cette prudence et s'appuie d'emblée sur la Russie. Certes, il dénonce de temps à autre un certain centralisme, mais il est surtout critique des *localismes* (*mesnitchestvo*) ; il prend en compte les frustrations de la Russie (c'est la première fois qu'en URSS ce thème est mis en avant), et surtout il pratique sans précaution une politique de purge, d'éliminations et de promotions dont l'effet est de russifier au centre tout l'appareil dirigeant, et à la périphérie de détruire l'équilibre traditionnel entre cadres russes et cadres locaux, au bénéfice des premiers. Cette politique aura pour conséquence directe l'insurrection d'Alma Ata en décembre 1986. Pour la première fois en URSS, on manifeste aux cris de « Le Kazakhstan aux Kazakhs », ce que l'on peut traduire par « Nous ne voulons pas de Russes aux leviers de commande ». Il est significatif que la première grande manifestation populaire (après celle de Tbilissi) que l'URSS ait connue depuis 1927 ait eu le ressentiment national pour motif. Insensible à la nature de ce désaccord — faut-il souligner ce que la manifestation de masse représente en 1986 d'inhabituel dans la vie de l'URSS — Gorbatchev développe une vue cohérente de ce qui est et doit être l'URSS, des voies pour en restaurer la puissance. Il faut qu'elle soit toujours davantage un *espace économique unifié* parce qu'elle est le lieu d'une

société qui fut complexe et qui toujours davantage s'unifie. Le développement du « gorbatchévisme » conduit à une nouvelle approche de la légitimité, où le *peuple soviétique* acquiert une importance toujours plus grande. En effet, avec le désastre de Tchernobyl le pouvoir soviétique est acculé à admettre la faillite technologique et économique du système — trois ans plus tard, en 1989, Gorbatchev avouera publiquement l'échec général de l'entreprise conduite depuis la Révolution de 1917 et la nécessité d'une rupture. Au nom de quelle réussite, de quel projet, le parti dirigeant peut-il maintenir son autorité ? Et que maintenir ? A partir de 1988, la *sagesse* du parti, sa nécessité historique, partant son monopole, sont mis en cause. Ce qui reste, Gorbatchev le répétera inlassablement, dès lors que l'on récuse le parti unique, la gestion socialiste de l'économie et le monopole idéologique, c'est la réalité tangible que constitue l'Union, c'est-à-dire le peuple soviétique, enraciné dans l'ensemble spatial nommé URSS. Ayant tout remis en cause du système dont il a hérité, Gorbatchev s'accroche à l'idée de l'Union et à ses structures. Ce n'est certainement pas un hasard si à l'heure des révisions constitutionnelles entamées dès 1988 il laisse le problème du fédéralisme hors de son effort de rénovation. Ni si le système présidentiel auquel il pousse l'année suivante est centralisateur, destiné à unir un ensemble dont on voit toujours plus combien il est disparate. Ni enfin si l'idée d'une loi présidentielle d'urgence couronne tout l'édifice pour contrecarrer les mouvements centrifuges qui se multiplient. Avant que de proposer aux peuples qui constituent l'URSS, dont on a trop hâtivement affirmé qu'ils s'étaient fondus dans le *peuple soviétique*, un nouveau traité d'Union, Gorbatchev s'est acharné à construire tous les éléments de l'autorité centrale. Sa formule, un *contrefort des républiques fortes* fait écho à la formule léniniste du *centralisme démocratique* qui a toujours, dans les faits, basculé dans la direction du centralisme.

Pourtant, tandis que Gorbatchev s'évertue à préserver l'Union du peuple soviétique, celui-ci se désagrège à vive allure. On ne reviendra pas ici sur l'énumération des événements qui d'Alma Ata à Vilnius jalonnent dans la violence cette désagrégation. Il est plus significatif d'examiner la disparition des éléments constitutifs du peuple soviétique.

Faisant face, en janvier 1990, à Vilnius aux manifestants lituaniens qui affirmaient leur volonté d'indépendance, Gorbatchev plaidait la communauté des intérêts économiques, la nécessité de partager les effets positifs de la *perestroïka*, dès lors qu'ils seraient acquis. On touche ici à l'un des éléments centraux de la décomposition de l'URSS. L'idéologie soviétique a durablement posé que le socialisme,

le projet sur lequel l'URSS était fondée, assurait à tous les peuples la prospérité. Le peuple soviétique s'était agrégé autour de la certitude d'une réussite commune, fruit de l'effort et des souffrances vécues en commun. Dès lors que le pouvoir soviétique a dû admettre que la réussite n'était que fiction, qui recouvrait un échec en tous domaines, comment espérer que la prise de conscience de l'échec commun constitue encore une incitation à s'agréger autour de quelque projet que ce soit ? L'URSS est pour ses peuples symbole d'échec. Faut-il s'étonner qu'ils préfèrent échapper à ce cadre malheureux et chercher isolément ou au sein d'autres configurations, des possibilités de développement ? En tout cas, la notion d'intérêt commun ne pouvait survivre au constat de l'échec commun. Cet échec condamne, pour la majorité des peuples qui la constituent, l'URSS tout entière.

Cet échec conduit aussi à la remise en cause d'un principe fondamental, celui de la solidarité des peuples. Les révisions et examens des réalités auxquelles le pouvoir soviétique a dû consentir ont appris aux peuples de l'URSS que certains d'entre eux en subventionnaient d'autres, que certains vivaient aux dépens des autres, et que les peuples les mieux lotis du point de vue de leurs richesses naturelles et de leurs capacités de travail étaient souvent dépossédés du profit des unes et du fruit des autres. Bénéficiaires des richesses et de l'effort général, les peuples de la périphérie musulmane ont pu se développer démographiquement et politiquement, en vivant au-dessus de leurs moyens. Les Baltes industriels et développés, les Russes ou Ukrainiens riches de leur sol et leur sous-sol ont été appauvris, épuisés au bénéfice des plus démunis. Ce partage des efforts et des ressources, les peuples de l'URSS en ont soudain pris conscience et, en raison de l'échec général, ils le récusent désormais. La traduction de ce refus, c'est la volonté des républiques riches de retrouver la pleine propriété de leurs ressources pour tenter d'assurer ainsi leur développement. La Russie qui entend disposer pour ses seuls administrés de ses richesses naturelles exprime bien ce refus d'une solidarité ruineuse pour elle, et sans effets pour le bien commun. Les Baltes, moins riches en ressources naturelles mais très éduqués, dotés d'un véritable savoir économique et industriels, entendent de même choisir seuls leur voie, gérer leur économie et échapper à toute contrainte et obligation commune qui freine leur épanouissement. La volonté de *souveraineté* qui s'exprime dès 1989, c'est d'abord cela.

La langue commune, pivot du peuple soviétique, est de même rejetée par tous les peuples au bénéfice d'un développement national où la langue du groupe retrouverait sa place. Sans doute, on l'a déjà dit, le débat sur la langue ne date-t-il pas de 1985. Mais

depuis 1985, il s'est généralisé et traduit dans des dispositions institutionnelles. Dans les Etats baltes, des lois ont été adoptées, antérieures à la proclamation de l'indépendance, imposant à tous les immigrés d'acquiescer, dans des délais variables selon les républiques, la maîtrise de la langue nationale, ou de partir. Le pouvoir central s'est refusé à accepter ces lois, les a proclamées contraires à la Constitution de l'URSS. Son opposition a ouvert la voie à une radicalisation du débat. Puisque leurs lois étaient jugées inconstitutionnelles à Moscou, les Baltes ont décidé de modifier la hiérarchie des lois, de poser en principe la primauté de la loi républicaine et de n'accepter la loi fédérale que pour autant qu'elle soit en accord avec celle de la République. Que restait-il dans ce conflit du fédéralisme ? Une autre variante du débat linguistique — central parce que la conscience collective est étroitement liée au moyen de son expression, c'est-à-dire la langue — est la bataille des alphabets. On sait combien d'efforts le pouvoir soviétique a consacrés à altérer les langues nationales en leur imposant l'alphabet cyrillique. A la fin des années 80, le rejet progressif de cet alphabet unificateur au bénéfice de l'alphabet latin pour les Moldaves, arabe pour les peuples musulmans, turcophones ou iranophones, marque la rupture.

Mais le plus étonnant est le changement intervenu en Russie. Accusé d'impérialisme culturel et en premier lieu linguistique, le groupe russe, du moins son élite, a soudain pris conscience que l'expansion de la langue russe ne lui a rien apporté, et l'a au contraire lésé. Les peuples à qui le russe fut imposé — et ce qui fut l'Europe de l'Est en porte témoignage — en ont conçu un ressentiment direct à l'égard des Russes. Depuis des années, s'exprimer en russe dans les rues d'Askhabad, de Samarkand ou de Tbilissi expose à des rebuffades et vexations. Loin de rapprocher les peuples, l'usage du russe les a séparés, parce que imposé il heurtait l'attachement à la langue du groupe. Mais le fait le plus remarquable est ici l'attitude nouvelle des Russes. Loin de se satisfaire que leur langue soit imposée à d'autres peuples, ils découvrent combien la langue elle-même en a souffert. Sa dispersion, l'usage forcé qui en a été fait, ont contribué à l'appauvrir et à la défigurer. Pour être accessible à tous, le russe a été souvent simplifié à l'extrême. Et les élites russes ne reconnaissent plus leur langue dans le « sabir » qui leur revient après avoir couvert de si vastes espaces. Ils veulent désormais reconquérir leur langue et pour cela ne plus en faire le bien commun.

Pour Khrouchtchev et Brejnev, à l'instar de Staline, rien ne vaut, pour créer une communauté humaine nouvelle, les brassages de population, fruits de la mobilité (imposée sous Staline, encouragée

ensuite). Dès les années 70, c'est le refus du brassage qui devient un des objectifs des divers peuples de l'URSS. A la périphérie, les Russes contraints à la dispersion par le pouvoir pour donner l'exemple de la mobilité sont de plus en plus repoussés, et dès 1970 les recensements attestent qu'ils sont souvent dans une situation si intenable qu'ils commencent à refluer. C'est d'abord en Géorgie (où l'expression du désaccord national est très précoce on l'a vu) que l'hostilité de la population encourage le reflux. Puis vient le tour de l'Asie centrale où la montée d'une *conscience musulmane* rejette la population russe. En 1986 à Alma-Ata, cette volonté de vivre entre soi, encore implicite jusqu'alors, s'exprime sans ambiguïté. Mais le fait le plus marquant est que cette volonté devient générale qu'elle n'est plus seulement opposition à une présence russe jugée intolérable parce que symbolisant le centre dominateur, mais qu'elle vise tout élément étranger au groupe. En Asie centrale, l'opposition des Uzbeks musulmans aux Meskhes qui le sont aussi, l'hostilité croissante des Uzbeks aux Tadjiks vivant parmi eux et des Tadjiks aux Uzbeks installés au Tadjikistan, les haines qui opposent les Géorgiens aux Abkhazes ou aux Ossètes avec qui ils vivent depuis des siècles, tout atteste que le peuple soviétique explose parce que désormais chaque peuple veut rester maître de son territoire. Dans cette désagrégation du peuple soviétique, les instruments et signes de son unité disparaissent aussi. L'armée soviétique qui donnait aux jeunes gens issus de tous les groupes une expérience de vie commune et une éducation commune est rejetée unanimement par tous les peuples de l'URSS. Ce rejet s'est d'abord traduit spontanément dans les affrontements ethniques qui ont opposé au sein des unités mixtes des soldats entre eux, au nom de leurs origines diverses. La presse soviétique a ouvert ses colonnes largement à cette dérive de l'armée, devenue lieu privilégié de la confrontation interethnique, où brimades et criminalité ont de plus en plus un contenu de haines nationales et raciales. Dans un second temps, le refus du service militaire — service dans une armée d'occupation entend-on de plus en plus fréquemment — a été la forme consciente de mise en cause de la fonction d'intégration nationale de l'armée. L'opposition entre pouvoir central et républiques s'inscrit le plus fortement à ce propos. En 1991, presque toutes les républiques de l'URSS réclament la constitution d'armées nationales remplaçant l'armée commune, et chez les moins contestataires refusent que le service militaire soit effectué hors de la République, ce qui implique au minimum la constitution d'unités nationales. Des symboles de l'URSS, du peuple soviétique, que subsiste-t-il ? Dans toutes les capitales

républicaines ou presque, le drapeau rouge a fait place aux drapeaux nationaux. Les Baltes ont été les premiers à les faire flotter sur les édifices publics et dans les défilés. A Stepanakert en 1988, les Arméniens défilent en criant : « Une nation, un Etat », et brandissent le drapeau national arménien. A Moscou, centre du rêve internationaliste, le drapeau tricolore de la Russie voisine pacifiquement dans les manifestations avec les bannières aux couleurs de l'Ukraine, de la Lituanie, de la Géorgie, etc. Et partout aussi la reconquête des hymnes nationaux s'engage.

Qu'est-ce qu'une fédération où la communauté des peuples récuse la loi commune, la langue commune, l'armée commune, l'idée d'un intérêt commun, les signes visibles et symboliques de l'appartenance à un même temps en y opposant l'intérêt particulier, la langue propre, la propriété du sol, de l'espace et des ressources, les symboles d'existence propre que l'histoire a transmis ?

Parallèlement à la disparition des éléments propres au peuple soviétique, il faut constater l'apparition de nouvelles solidarités entre peuples, qui excluent l'URSS, le centre et s'expriment contre eux. Premières manifestations de solidarités « horizontales », les *chaînes humaines* qui relient les populations des Etats baltes puis celle qui, allant de Kiev à Lvov, marque la volonté des deux parties de l'Ukraine de s'unir pour affirmer face à Moscou une capacité de vie indépendante. Dans le même registre, la restauration du *Conseil des Etats baltes* existant dans l'entre-deux-guerres marque bien la volonté des peuples de s'unir pour échapper à l'Empire. La répression exercée par Gorbatchev contre les volontés d'indépendance des Etats baltes a ouvert la voie à des solidarités plus remarquables, celle des peuples et celle des élites prêts à se battre pour leur souveraineté respective. Dans le cours de l'année 90, la Lituanie, isolée et littéralement assiégée par le pouvoir soviétique, a vu son indépendance reconnue par l'Ukraine puis par la République de Russie. Lorsqu'en janvier 1991 Gorbatchev lance des unités d'élite à l'assaut des centres politiques des Etats baltes, ces solidarités prennent une dimension nouvelle qui indique un changement complet des équilibres politiques de l'Empire soviétique. Les manifestations populaires de solidarité (100 000 manifestants à Moscou) témoignent que les exigences nationales rencontrent un écho dans diverses républiques. Que reste-t-il du peuple soviétique dès lors que le peuple russe manifeste sa solidarité au peuple lituanien à qui Gorbatchev dénie le droit de quitter l'URSS ? Plus encore, en reconnaissant au nom de la République de Russie, la légitimité des exigences nationales des Baltes, Eltsine signale

l'émergence d'un nouveau système de relations politiques : celui des Etats nationaux se situant hors de l'emprise de l'URSS. Ces nouvelles configurations d'intérêts qui s'esquissent achèvent de délégitimer l'URSS. Qu'est l'URSS dès lors que les Etats nationaux la désertent ? — et annoncent déjà une organisation différente de ce qui fut l'espace soviétique ?

La reconstruction de l'Empire, par la voie d'un nouveau traité d'Union, est d'autant plus aléatoire que — et là est peut-être le changement le plus important de ces dernières années — le pivot de l'Empire, l'ancienne métropole, la Russie a commencé elle aussi à remettre en cause la construction impériale, récusant le rôle qui lui était attribué, au nom de l'intérêt national russe. La renaissance russe que les travaux de l'Américain John Dunlop² ont parfaitement éclairée débouche sur un compte sévère : qu'a gagné la Russie à soutenir l'Empire ? Elle est ruinée par l'aide apportée à d'autres peuples, exsangue culturellement et biologiquement d'avoir servi si durablement de support à la politique de brassage culturel et ethnique, et haïe par tous les peuples de l'URSS. De deux camps opposés, réformateurs — derrière Boris Eltsine, Anatole Sobtchak, Gavril Popov, Sergei Stankevitch, etc. — ou conservateurs — écrivains ruralistes, tel Raspoutine, ou encore chercheurs comme G. Litvinova — des voix toujours plus nombreuses et prestigieuses s'élèvent pour exiger que la Russie, qui reconnaît le Droit des peuples à déterminer leur destin, cesse d'être l'alibi de l'Empire et noue avec ses anciens administrés les liens volontaires, horizontaux, que certains d'entre eux souhaitent. Dans cette révision déchirante qui peut conduire à de nouvelles alliances, il n'est guère de place pour l'URSS.

Tous les peuples de l'URSS proclament désormais que leur intérêt national doit guider le choix de leur destin. De cette position, on retient généralement l'idée qu'un nationalisme, obscurantisme hérité d'un passé tragique, remplace toute l'entreprise modernisatrice et s'oppose à la modernisation des peuples de cette partie de l'Europe. C'est ignorer qu'il n'y a pas en URSS un phénomène général nommé *nationalisme* mais des sentiments d'identité nationale, et des situations socioculturelles qui les sous-tendent, très différents d'un peuple à l'autre, qui donnent aux revendications nationales des tonalités et des contenus très différents. Quatre grandes catégories doivent être considérées ici, les trois premières concernent des

2. H. Carrère d'Encausse, *Le malheur russe*, Paris, 1988 ; J. Dunlop, *Russian nationalism To-day*, Stanford, 1988.

nations étatiques, la dernière couvre celles qui n'ont pas de statut étatique et dont l'avenir politique est plus difficile à déchiffrer. En tête, les trois Etats baltes — Etats européens abusivement rattachés à l'URSS —, la Géorgie et l'Arménie. Même si les différences entre ces Etats sont saisissantes, ils ont en commun que la société civile y a confié — par voie électorale — le pouvoir réel aux mouvements nationaux démocratiques, et que le pouvoir central ne peut y rétablir un contrôle récusé par l'ensemble de la société que par la violence, et l'accent mis sur la dépendance économique. Le triomphe des procédures démocratiques, l'effort de sociétés civiles cohérentes sont entièrement tournés vers la volonté de disposer d'un Etat national indépendant.

Dans un deuxième groupe figurent les trois Etats slaves — Russie, Ukraine, Biélorussie —, la Moldavie et l'Azerbaïdjan. Dans ces Etats, la rupture avec le soviétisme — Etat totalitaire — est entamée, les sociétés civiles qui se constituent tentent de s'y arracher mais pour autant le parti et l'appareil d'Etat n'ont pas encore perdu le contrôle de ces pays et des peuples qui les habitent. Le conflit entre rupture et continuité, entre démocratisation et soviétisme traverse les mouvements nationaux, la société civile et prend de plus en plus un caractère violent. De l'issue finale de ces conflits dépend sans aucun doute l'avenir de toute cette zone.

L'Asie centrale se situe à l'opposé des forces de modernisation, le parti et l'appareil d'Etat conservent le contrôle des forces sociales parce que, en dépit de l'agitation, des conflits ethniques qui explosent périodiquement, la société civile est loin d'y être constituée. La découverte, inattendue, par les élites de l'Etat du profond sous-développement économique, social et intellectuel de cette zone, la prise de conscience d'une dépendance totale à l'égard de l'URSS, entraînent une volonté de conserver les structures de l'Union qui assurent la survie de toute l'Asie centrale. Si la Russie rejette l'Empire parce qu'il est, pensent de plus en plus les Russes, cause d'un sous-développement qui s'y accélère, l'Asie centrale a opté pour son maintien parce qu'elle y voit un frein à l'accélération du sous-développement.

Dernier groupe, celui des innombrables nationalités enclavées dans des républiques qui, dans l'atmosphère de décomposition générale, s'épouvantent des conséquences pour leur survie nationale des nationalismes étatiques en voie de triompher (Abkhazes ou Ossètes de Géorgie, Gagauz de Moldavie, etc.), qui rêvent dans le grand élan national d'accéder aussi à la souveraineté de la nation étatique (Yakoutes, Tatars), qui souhaitent enfin rejoindre le groupe dont

une frontière artificielle les sépare (Arméniens du Karabakh). Enfin les communautés massives de Russes installés dans les Etats baltes souhaitent pour leur part y demeurer. Parce que ces nationalités compliquent le jeu entre nation titulaire et le pouvoir central, parce que ces derniers soupçonnent, à juste titre, le pouvoir central d'utiliser les nationalités minoritaires pour affaiblir l'Etat. Nation dans sa lutte pour l'indépendance, les conflits ethniques au sein des républiques s'aiguisent pour atteindre parfois au massacre. Les *comités de Salut public*, formés essentiellement de Russes au nom desquels le pouvoir soviétique tente de déstabiliser les autorités démocratiquement élues des Etats baltes, témoignent du danger que représentent souvent ces enclaves nationales pour la nation majoritaire.

L'intransigeance nationale à l'égard des minorités s'explique d'abord par là. Justifie-t-elle, dans de telles conditions, que l'on mette les luttes pour l'indépendance au pilori ? Que l'on tienne les volontés de mettre fin à un Empire oppressif pour manifestations de régression historique ? Que l'on accepte l'assaut impérial contre des pouvoirs issus d'un choix totalement démocratique, au nom d'une supposée stabilisation des passions nationales ? Dans un Empire aussi divers culturellement que l'est l'Empire soviétique, nationalisme est un vain mot qui ne peut rendre compte de la variété des phénomènes et des cultures politiques et sociales qu'il recouvre. Seul trait commun de cette irrésistible et multiforme poussée nationale, il ne s'agit plus de mouvements d'intellectuels ou de groupes isolés, le nationalisme est devenu un phénomène de masse, ce sont les sociétés entières qui sont en mouvement.

RÉSUMÉ. — *La décomposition de l'Empire soviétique s'accompagne de la mise en cause de la notion de peuple soviétique qui le légitimait. L'échec du système économique, les illusions de la solidarité des peuples, le rejet du russe comme langue commune en particulier, expliquent la réapparition de nationalismes très différents d'un peuple à l'autre qui n'envisagent pas tous de la même manière, pour le moment, leurs relations avec le pouvoir central.*